



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
20 juillet 2020
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2020
31 août-4 septembre 2020, New York
Point 9 de l'ordre du jour provisoire
Programmes de pays et questions connexes

**Descriptif de programme de pays pour la Serbie
(2021-2025)**

Table des matières

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable | 2 |
| II. Priorités du programme et partenariats | 7 |
| III. Administration du programme et gestion des risques | 9 |
| IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme | 11 |
| Annexe | |
| Cadre de résultats et d'allocation de ressources pour la Serbie (2021-2025) | 12 |



I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable

1. La République de Serbie est un pays sans littoral situé au carrefour de l'Europe centrale et de l'Europe du Sud-Est. Confronté à une période marquée par de nombreux changements, le pays a dû gérer une situation politique et économique en évolution rapide. Aujourd'hui, la Serbie est un pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne.

2. Depuis le début des négociations en 2013, 18 des 35 chapitres de l'acquis communautaire ont été ouverts et deux ont été provisoirement fermés, à savoir celui sur la science et la recherche et celui sur l'éducation et la culture. Le PNUD a appuyé l'ouverture des chapitres relatifs aux marchés publics et au contrôle financier.

3. L'économie serbe est largement dominée par les forces du marché, avec une présence significative du secteur public dans certains domaines, comme l'énergie. Le pays bénéficie principalement de la proximité de l'Union européenne et d'une main-d'œuvre qualifiée à coûts compétitifs. Pendant cinq années consécutives, la Serbie a connu une croissance annuelle du produit intérieur brut de 3 à 4 %. La réduction des dépenses du secteur public, la flexibilité du marché du travail et l'amélioration de la réglementation des entreprises sont autant de facteurs qui ont contribué à cette tendance positive¹. La croissance s'est accompagnée d'une baisse du chômage, qui a atteint un niveau record de 9,7 % en 2019 (9,1 % pour les hommes et 10,3 % pour les femmes)².

4. Cependant, les statistiques relatives au chômage sont brouillées par le nombre croissant de femmes et d'hommes, souvent jeunes, qui quittent le pays. De meilleures possibilités d'éducation, des marchés du travail plus vastes offrant de meilleurs choix de lieux de travail et des salaires plus élevés, susceptibles de conduire à l'épanouissement professionnel et à une meilleure qualité de vie pour la prochaine génération, figurent parmi les raisons qui les poussent à partir. De 2007 à 2016, le nombre de femmes et d'hommes émigrant de Serbie vers l'Union européenne et d'autres pays très développés n'a cessé d'augmenter, passant de 27 000 à 60 000 par an³. Les femmes sont plus mobiles que les hommes, puisqu'elles représentent 56 % des émigrants. Bien qu'il n'existe pas de données officielles sur le nombre total de Serbes et de membres de la diaspora serbe dans la région, les estimations antérieures avancent un chiffre supérieur à cinq millions⁴.

5. La population, qui s'élève à 6,9 millions⁵ d'habitants, devrait tomber à 5,8 millions d'ici à 2050. Ce déclin de 23,8 % est le plus prononcé des Balkans occidentaux⁶. L'indice synthétique de fécondité de 1,5, nettement inférieur au taux de renouvellement des générations (2,1 naissances par femme), et la faible immigration en Serbie modifient la structure par âge de la population. Au XXI^e siècle, la Serbie comptera moins de personnes âgées et une population plus féminine. Les régions rurales du pays seront faiblement peuplées, tandis que la population se concentrera dans quelques grandes villes. En 2020, le Gouvernement a adopté sa Stratégie sur les migrations économiques pour la période 2021-2027⁷, dans le but de créer un environnement économique et social propice au ralentissement de l'émigration de la population en âge de travailler, de renforcer les liens avec la diaspora, d'encourager

¹ <https://www.worldbank.org/en/country/serbia/publication/serbia-new-growth-agenda>

² <https://www.stat.gov.rs/en-US/>.

³ <https://www.oecd.org/fr/migrations/perspectives-des-migrations-internationales-19991258.htm>

⁴ <http://mfa.rs/sr/index.php/konzularni-poslovi/dijaspora/dijaspora-opste?lang=cyr>

⁵ <https://www.stat.gov.rs/>

⁶ <https://sdgintegration.undp.org/countries/serbia>

⁷ <https://www.srbija.gov.rs/vest/en/150705/government-adopts-economic-migration-strategy.php>

le retour et la migration circulaire et d'attirer dans le pays des ressortissants étrangers de diverses origines professionnelles.

6. Certaines des causes profondes du déclin démographique résident dans les inégalités, qui sont parmi les plus élevées en Europe. Nombre d'entre elles — en matière de genre, d'éducation, de revenus — se chevauchent et font des laissés-pour-compte. Une fois les inégalités prises en compte, l'indice de développement humain élevé de la Serbie passe de 0,799 à 0,685, soit une perte globale de 14,4 %. L'inégalité de genre est omniprésente malgré un cadre juridique solide qui protège les droits des femmes. La participation des femmes au marché du travail est relativement faible, s'élevant à 46,8 %, contre 62,1 % pour les hommes⁸. Le rôle des femmes dans la prise de décisions est modeste : seules 14,3 % des entreprises comptent des femmes à des postes de haute direction. La seule tendance positive s'observe dans la représentation des femmes au Parlement. Elles représentent actuellement 34,7 % des députés, mais ce chiffre devrait passer à 40 % après les élections de 2020, en raison des quotas électoraux de genre⁹. Les femmes sont payées 8,7 % de moins que les hommes pour le même travail. La Serbie affiche des résultats relativement médiocres en matière de parité des genres aux postes technologiques et les femmes représentent uniquement 20,3 % des diplômés des programmes de sciences, de technologie, d'ingénierie et de mathématiques de niveau supérieur. D'autres formes d'inégalités apparaissent, telles que la fracture numérique. Lorsqu'elles assument des fonctions technologiques, les femmes continuent de gagner moins que les hommes malgré leur niveau d'éducation global plus élevé.¹⁰

7. Le PNUD a dirigé les efforts visant à établir des mécanismes de réponse intégrée à la violence contre les femmes au niveau local et a fait évoluer la manière dont ce thème est présenté dans le discours public¹¹. À cette fin, il a mis en place le réseau de femmes journalistes contre la violence à l'égard des femmes « *Female Journalists against Violence against Women* », qui a entraîné un changement radical du rôle des médias dans le traitement de ce sujet. Le nombre d'auteurs condamnés est en augmentation : en 2018, 2 974 personnes ont été condamnées, soit 30,5 % de plus qu'en 2016¹². D'autres indicateurs de réponse institutionnelle sont également sur la bonne voie : en 2019, 47 583 cas signalés ont été traités, contre 44 886 en 2018, et 17 300 cas ont été confirmés par les tribunaux, contre 15 617 en 2018¹³.

8. Plus d'un tiers de la population (34,3 %, soit 2,4 millions de personnes) est menacé de pauvreté ou d'exclusion sociale. Les personnes vivant dans des ménages composés de deux adultes avec trois enfants à charge ou plus sont les plus exposées au risque de pauvreté (53,6 %), suivies des personnes vivant dans des ménages d'une seule personne (37,2 %) et des jeunes âgés de 18 à 24 ans (29,1 %). Les femmes représentent 60 % des ménages composés d'une seule personne¹⁴.

9. Les Roms demeurent l'un des groupes les plus vulnérables de la société. À peine plus d'un cinquième des Roms avait un emploi en 2017 et seul un tiers d'entre eux participait au marché du travail. Seuls 9 % des femmes roms ont un emploi. Les taux de jeunes Roms non scolarisés et sans emploi ni formation sont très élevés (73 % pour

⁸ http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_overview_-_french.pdf

⁹ <https://fr.weforum.org/reports/gender-gap-2020-report-100-years-pay-equality>

¹⁰ <http://publicpolicy.rs/publikacije/961581c6008514f57a7635bbdf8c7bc1cbe24fea.pdf>

¹¹ Évaluation indépendante du programme par pays, 2019.

¹² <https://www.stat.gov.rs/en-US/>

¹³ Ibid.

¹⁴ Bureau de statistique de la République de Serbie (SILC, 2018)

<https://publikacije.stat.gov.rs/G2019/PdfE/G20191281.pdf>

les hommes et 88 % pour les femmes)¹⁵. L'intensification des initiatives pilotes visant à donner aux jeunes femmes et hommes roms les moyens d'élaborer, de mettre en œuvre et de superviser les politiques d'intégration des Roms et d'accroître leurs possibilités d'emploi demeurera au cœur des travaux du PNUD, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et du programme des Volontaires des Nations Unies.

10. Les analyses de développement relatives à la Serbie montrent la complexité des défis liés à la gouvernance¹⁶. Il a été conseillé au PNUD d'accorder une plus grande attention à l'état de droit, à la participation du public et à la liberté des médias dans le prochain programme de pays¹⁷.

11. La Serbie se classe au premier rang en Europe et au neuvième dans le monde en ce qui concerne les décès liés à la pollution¹⁸. Compte tenu du fait que 80 % des émissions de gaz à effet de serre proviennent de la production et de la consommation d'énergie, il conviendra de poursuivre l'harmonisation avec les politiques et pratiques de l'Union européenne pour atteindre les objectifs consistant à réduire la consommation finale d'énergie de 9 %, à porter la part des énergies renouvelables à 27 % de la consommation brute finale d'énergie et à améliorer la qualité de l'air. Le PNUD a soutenu la construction de centrales de production combinée de chaleur et d'électricité à partir de la biomasse, d'une puissance installée de 6,35 mégawatts. Ces centrales ont permis une augmentation de 130 % de la part des énergies renouvelables dans la consommation brute finale d'énergie et entraîneront une réduction de 1,04 mégatonne des émissions exprimées en équivalent dioxyde de carbone au cours des 20 prochaines années. La valeur ajoutée du PNUD a résidé dans sa capacité à attirer les investissements des banques commerciales, ce qui a permis de générer des revenus dépassant les coûts prévus, de créer de l'emploi et d'accroître l'assiette fiscale¹⁹.

12. Le premier cas de maladie à coronavirus (COVID-19) en Serbie a été signalé le 6 mars 2020. Le Gouvernement a mis en place des mesures de confinement et d'atténuation afin de ralentir la propagation du virus. L'équipe de pays des Nations Unies a élaboré un plan national de prévention et de lutte contre la COVID-19 en mettant l'accent sur la prévention de la transmission et sur le soutien des activités cliniques destinées à sauver des vies humaines menées par le Gouvernement. Après le ralentissement de l'épidémie, l'équipe de pays des Nations Unies entreprendra une évaluation de l'incidence socioéconomique qui constituera la base d'une stratégie de relèvement visant à « reconstruire en mieux ».

13. En recourant à l'approche par portefeuille pour produire des effets multiplicateurs dans l'ensemble du programme, le PNUD répondra à trois priorités stratégiques du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

Priorité stratégique 1 : La Serbie exploite pleinement le potentiel d'une économie verte, durable et inclusive

14. L'offre d'intégration du PNUD inclura l'innovation et l'expertise thématique autour des défis liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, conformément aux plans du Gouvernement visant à fournir une énergie sûre,

¹⁵ <https://www.eurasia.undp.org/content/rbec/en/home/library/roma/regional-roma-survey-2017-country-fact-sheets.html>

¹⁶ <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/20190529-serbia-report.pdf>

¹⁷ Évaluation indépendante du programme par pays, 2019.

¹⁸ http://www.ansamed.info/nuova_europa/en/news/countries/serbia/2020/01/10/serbia-ranks-first-in-europe-for-pollution-related-deaths_815e8c60-615a-4a24-9507-732ee2b82940.html

¹⁹ <https://erc.undp.org/evaluation/documents/detail/13675>

abordable et propre à ses citoyens²⁰, ainsi qu'à relever l'ambition nationale de lutte contre les changements climatiques et à accroître la résilience aux risques d'origine naturelle et anthropique. Cette démarche impliquera la création de plateformes de partenariat avec le Gouvernement et les acteurs internationaux avec lesquels le PNUD a coopéré avec succès dans le passé, ainsi qu'avec les citoyens. Le PNUD tirera des ressources du Fonds pour l'environnement mondial, du Fonds vert pour le climat et d'autres fonds verticaux, et utilisera davantage les financements publics, les prêts au développement et les investissements privés en faveur d'initiatives respectueuses de l'environnement et du climat. Le PNUD travaillera avec l'équipe de pays des Nations Unies pour tirer parti de la dynamique des préoccupations croissantes du public en raison de la forte pollution atmosphérique et de la COVID-19 et examinera les possibilités de financer des investissements pour mettre en œuvre le Pacte vert pour l'Europe²¹ en Serbie, y compris une économie circulaire, l'efficacité des ressources, les chaînes de produits de base verts de l'Union européenne et le financement en cas de catastrophe, ainsi que les exigences en matière de protection civile énoncées au chapitre 27 de l'acquis communautaire, consacré à l'environnement.

15. Le PNUD encouragera des solutions fondées sur la nature pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, qui sont essentielles pour relever les multiples défis du développement, qu'il s'agisse de la crise climatique, des inégalités et de la pauvreté, de l'insécurité ou de la migration. Les portefeuilles cibleront les décideurs politiques, les institutions nationales et locales et les citoyens. Ils couvriront aussi bien la sensibilisation, l'activisme et les activités de plaidoyer que le soutien politique, l'accès au financement, l'élaboration de solutions technologiques vertes et la promotion d'approches prospectives, résilientes et économes en ressources en réponse à la COVID-19. En gardant à l'esprit que les changements climatiques ont des répercussions différentes sur les femmes et les hommes et que les femmes doivent faire partie des solutions, les portefeuilles soutiendront l'intégration des dimensions de genre dans les politiques climatiques nationales.

Priorité stratégique 2 : Le bien-être, l'équité sociale et le potentiel humain sont au cœur des systèmes, des politiques et des pratiques

16. Le PNUD définira des initiatives visant à relever le défi du dépeuplement, conformément à la stratégie gouvernementale sur les migrations économiques pour la période 2021-2027. En collaboration avec l'Organisation internationale du Travail, le Fonds des Nations Unies pour la population, d'autres organismes des Nations Unies et la coordonnatrice résidente, le PNUD élaborera un portefeuille d'interventions autour de domaines sélectionnés et explorera les possibilités d'établir un mécanisme de financement. Ces interventions bénéficieront des capacités acquises dans le cadre du projet pilote d'intégration des objectifs de développement durable ainsi que du laboratoire d'accélération et du Fonds pour l'innovation du PNUD. Le laboratoire d'accélération dirigera la conception d'un portefeuille de solutions intégrées qui aideront la Serbie à se positionner en tant que chef de file dans la réflexion sur la manière de planifier et de gérer proactivement les changements démographiques et le déclin de la population. En s'appuyant sur le potentiel inexploité du capital humain et social, les portefeuilles feront le lien avec la diaspora hors de Serbie, intégreront la dimension de genre et incluront les Roms, les seniors et les jeunes. Le laboratoire d'accélération travaillera avec le bureau de la coordonnatrice résidente et l'équipe de pays des Nations Unies pour concevoir un portefeuille intégré de relèvement rapide en réponse à la crise de la COVID-19. L'objectif est de rendre les entreprises et le

²⁰ [http://www.evropa.gov.rs/Documents/Home/DACU/12/74/NAD%202014-2017%20with%20projections%20until%202020%20\(english\).pdf](http://www.evropa.gov.rs/Documents/Home/DACU/12/74/NAD%202014-2017%20with%20projections%20until%202020%20(english).pdf)

²¹ https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal_fr

marché du travail plus inclusifs et plus résistants en négociant de nouveaux partenariats, en développant des modalités d'emploi et de financement innovantes et en accélérant les progrès dans le cadre du chapitre 19 de l'acquis communautaire, consacré à la politique sociale et à l'emploi.

Priorité stratégique 3 : Instaurer la confiance et la responsabilité mutuelle grâce au programme relatif à l'état de droit, aux droits et aux devoirs

17. Le PNUD appliquera un portefeuille d'interventions visant à améliorer la transparence, la responsabilité et l'efficacité des institutions publiques aux niveaux central et local, en soutenant la création de services de qualité pour les citoyens et les entreprises, ainsi qu'une administration publique qui renforce la stabilité économique et le niveau de vie²². En s'inspirant des enseignements du programme précédent, le PNUD se concentrera sur l'amélioration de l'efficacité de la gouvernance et sur la participation des citoyens. Les travaux sur la qualité de la réglementation et sur l'état de droit seront menés en étroite collaboration avec les partenaires de développement, tels que l'Union européenne, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'Agence des États-Unis pour le développement international. Le PNUD prévoit de soutenir encore davantage le renforcement des capacités d'absorption de l'aide financière extérieure, conformément au chapitre 22 de l'acquis communautaire, consacré aux instruments structurels et à la politique régionale. En utilisant les capacités du laboratoire d'accélération en matière d'innovation et de technologies de l'information et de la communication, le PNUD aidera le pays à tirer parti de la transformation numérique, y compris dans son administration publique et son système de santé, et intégrera les technologies numériques dans toutes ses interventions, afin de répondre aux perturbations découlant de la COVID-19, de lutter contre la fracture numérique et de garantir l'égalité des chances pour toutes et tous.

18. Dans le cadre de son engagement, le PNUD appuiera la mise en œuvre des réformes requises pour l'adhésion à l'Union européenne, qui sont étroitement alignées sur les objectifs de développement durable. Les points forts du PNUD résident dans sa capacité à analyser les défis complexes du développement, à tester des solutions et à concevoir un portefeuille d'interventions propre à traiter les différentes facettes d'un problème. Afin de mener à bien ces initiatives, le PNUD s'appuie sur des partenariats diversifiés avec les autorités, la société civile, les universités, le milieu de la recherche, le secteur privé et les acteurs internationaux ; il bénéficie en outre du soutien de structures institutionnelles et opérationnelles efficaces. Pour cette raison, il a été reconnu comme un partenaire de confiance et un rassembleur, qui soutient la mise en œuvre nationale des conventions internationales et le respect de l'acquis communautaire. La volonté du Gouvernement de financer des interventions de développement par l'intermédiaire du PNUD reflète sa forte appréciation du partenariat existant²³.

19. Le mécanisme national du Gouvernement en faveur des objectifs de développement durable peut être renforcé. Le Gouvernement soutient la complémentarité de l'adhésion à l'Union européenne et des objectifs de développement durable, mais peut fournir davantage d'efforts pour traduire ces synergies dans la pratique en localisant les objectifs. Le PNUD préservera les valeurs fondamentales des Nations Unies, définira les synergies permettant de renforcer l'incidence et apportera un soutien tangible à la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Le PNUD appliquera le principe unificateur consistant à ne pas faire de laissés-pour-compte, en ciblant particulièrement les femmes, les jeunes et les Roms. Le Bureau de la présidence de

²² https://media.srbija.gov.rs/medsrp/dokumenti/eksपोze-mandarke-ane-brnabic280617_cyr.pdf

²³ Évaluation indépendante du programme par pays, 2019.

la Serbie sera renforcé de sorte à aider le Président à stimuler le progrès et à lancer un programme national d'action en faveur des objectifs de développement durable. Un soutien sera fourni au Gouvernement en vue de l'aider à mobiliser des financements et des investissements privés et innovants pour les objectifs de développement durable, tels que des contrats à impact social pour un travail décent et la croissance économique ou des obligations vertes pour l'action climatique et la protection de la nature.

II. Priorités du programme et partenariats

20. Dans ce cadre, le programme de pays sera orienté par les priorités nationales, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, le plan stratégique du PNUD pour 2018-2021, l'adhésion à l'Union européenne et la Décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable. Il s'appuie sur les résultats obtenus à ce jour et sur les enseignements tirés de l'analyse des performances fondée sur des données probantes, tout en prévoyant de nouveaux domaines d'intervention. La vision et la théorie du changement ont été élaborées en consultation avec la population, les organisations de la société civile, le secteur privé, les acteurs de l'écosystème de l'innovation, le personnel du PNUD et des Nations Unies, les autorités nationales et locales, les partenaires de développement et les institutions financières internationales opérant en Serbie.

21. La portée du programme reflète les préoccupations et les aspirations des multiples parties prenantes, qui sont étroitement liées à la proposition de valeur du PNUD. L'approche est axée sur la poursuite d'un développement centré sur la personne selon trois voies de développement et sur l'obtention de résultats dans quatre des neuf domaines de réalisation du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. La vision programmatique générale est que la Serbie est un pays sûr et libre, doté d'un Gouvernement responsable qui utilise les ressources nationales pour le bien-être et la prospérité de toute sa population — filles et garçons, femmes et hommes — ainsi qu'une région dans laquelle les gens veulent vivre.

22. La voie menant à des institutions plus responsables et à des citoyens plus autonomes repose sur la combinaison de stratégies qui supposent l'engagement du Gouvernement à poursuivre plus efficacement les processus d'adhésion à l'Union européenne, en respectant pleinement les principes démocratiques. Pour s'attaquer aux causes sous-jacentes des problèmes, le PNUD renforcera les mécanismes et les capacités nationaux et locaux de bonne gouvernance et aidera les services et les institutions publics à renforcer leurs capacités en tenant compte de la dimension de genre, notamment par la mise en œuvre de stratégies de développement nationales et locales. L'objectif est de combler les lacunes en matière de capacités et de lier la planification à la mise en œuvre dans différents secteurs, en particulier le travail, l'emploi, les finances publiques, les marchés publics, l'environnement, la réduction des risques de catastrophes, l'énergie et la gestion de l'eau. La transformation numérique de l'administration publique et de l'économie étant une priorité pour le Gouvernement, le PNUD s'attachera à renforcer la position de la Serbie en tant que pôle régional de développement numérique grâce à la mise en œuvre du cadre stratégique existant, qui comprend l'élaboration de stratégies et de lois concernant l'administration en ligne et l'intelligence artificielle, et à intégrer la transformation numérique dans les plans de relèvement COVID-19 à court et à long terme. Dans le même esprit, l'augmentation de la représentation citoyenne et de l'engagement civique se traduira par l'élargissement des possibilités de dialogue démocratique, y compris la coopération avec le Parlement afin de mettre en place des règles de procédure plus centrées sur les citoyens et de renforcer sa fonction de contrôle sur

l'exécutif. Le PNUD apportera un appui initial à la création du système d'aide publique au développement.

23. La voie menant à l'innovation inclusive pour le développement et les possibilités de travail décent passe par des initiatives qui facilitent le développement local et exploitent le potentiel du capital humain. Elle suppose l'engagement du Gouvernement à s'adapter systématiquement à la quatrième révolution industrielle pour tous et à mener celle-ci à bien, ainsi qu'à appliquer des mesures d'activation du marché du travail mieux ciblées pour réduire les inégalités et soutenir l'accès aux biens et services essentiels des ménages vulnérables touchés par la COVID-19. Le PNUD cherchera des solutions qui permettent d'offrir aux femmes et aux hommes, y compris à la génération des plus de 50 ans, de meilleures possibilités d'apprentissage, de travail et de carrière, un soutien plus tangible à la mise en œuvre des politiques d'intégration des Roms et des services tenant davantage compte des questions de genre. La mobilité et la transition démographique seront considérées comme des vecteurs de changement positif grâce à la conservation de la main-d'œuvre qualifiée, à l'inclusion de la diaspora dans la redéfinition de l'avenir de la Serbie et à la création d'une industrie articulée autour du vieillissement de la population. Le recours à un ensemble de modifications législatives encourageant la recherche et le développement et le financement des jeunes pousses technologiques permettra d'élargir l'écosystème de l'innovation et d'accroître le nombre d'entreprises durables. Le PNUD aidera le Gouvernement à mettre en œuvre des programmes de reconversion professionnelle aux technologies de l'information et empêchera l'approfondissement de la fracture numérique en assurant l'égalité de participation des femmes et des personnes handicapées. Il augmentera sa capacité à exploiter les partenariats avec le secteur privé et les mécanismes de financement innovants. Ces travaux déboucheront sur des investissements potentiels dans l'économie circulaire, visant à fermer la boucle dans le domaine de la réduction des déchets biomédicaux. Une plateforme de distribution des excédents alimentaires basée sur la technologie de la chaîne de blocs, développée en interne, sera finalisée et étendue à l'ensemble de la chaîne alimentaire. Le PNUD explorera d'autres pistes visant à stimuler et à pérenniser les petites et moyennes entreprises grâce à l'accès au financement et à la technologie et réfléchira à la manière d'engager le secteur privé à faire progresser l'égalité des genres et à supprimer les obstacles structurels à l'autonomisation économique des femmes. Le PNUD soutiendra l'objectif du Gouvernement serbe de trouver une façon efficace, responsable et transparente d'aligner sa coopération internationale avec les pays sur les objectifs de développement durable, les normes européennes et mondiales en matière de marchés publics et les priorités de la Serbie en matière de développement.

24. La voie menant au renforcement de la résilience des générations actuelles et futures sera guidée par les aspirations visant à atténuer les changements climatiques, les catastrophes et les risques sanitaires et à s'y adapter, ainsi qu'à relever les ambitions du pays en matière de climat, de protection de la nature, de conservation et d'utilisation durable des ressources naturelles. Le PNUD aidera la Serbie à adopter un cadre juridique complet de lutte contre les changements climatiques, conformément au cadre d'action en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030 de l'Union européenne. Il s'agira notamment d'adopter le projet de loi sur les changements climatiques ainsi que la stratégie et le plan d'action sur les changements climatiques, qui détermineront l'orientation du développement à faible intensité de carbone et la feuille de route pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre au moyen de mesures d'atténuation spécifiques. L'adaptation des secteurs économiques clés aux changements climatiques, principalement l'agriculture, la gestion de l'eau, les forêts et les ressources naturelles, sera encouragée. Les travaux relatifs à l'élaboration d'un système complet de surveillance, de signalement et de vérification relatif au climat seront poursuivis, tout comme la préparation de

l'inventaire national des gaz à effet de serre et d'un plan d'adaptation aux effets des changements climatiques. Le PNUD veillera à l'intégration de l'égalité des genres dans la contribution nationale révisée pour la Serbie et aidera en outre les autorités à faire face aux effets socioéconomiques négatifs de la COVID-19 et aux répercussions spécifiques que les changements climatiques et les catastrophes ont sur les femmes. En soutenant les systèmes de résilience et de réponse dirigés par les communautés, il continuera à travailler avec les individus, les entreprises et les institutions qui sont les mieux à même de définir des solutions innovantes. Les possibilités de travailler avec l'Union européenne sur le financement des investissements dans le cadre du programme du Pacte vert seront explorées, en ciblant l'efficacité énergétique, l'énergie propre et les interventions liées aux déchets. Le lien entre la réduction des risques de catastrophes et les changements climatiques sera abordé afin de prévenir la dégradation de l'environnement, d'améliorer la gestion de l'eau et de renforcer la résilience des communautés. Le PNUD continuera à appuyer la participation de la République de Serbie aux initiatives régionales en Europe du Sud-Est.

25. Les synergies établies devraient garantir la conception et la fourniture de solutions intégrées et d'effets multiplicateurs. Le PNUD élargira et approfondira sa base de partenariat visant à impliquer davantage les partenaires non traditionnels tels que le Gouvernement de la Fédération de Russie, les pays du Groupe de Visegrad et les institutions financières internationales, afin d'accélérer les changements institutionnels et sociétaux. Le rôle de rassembleur du PNUD apportera une valeur ajoutée en établissant et en entretenant les partenariats non financiers avec les citoyens et les organisations locales de la société civile. Les consultations régulières avec les parties prenantes garantiront l'appropriation et l'engagement au niveau national, aideront à valider la pertinence des interventions et permettront une gestion adaptative éclairée.

III. Administration du programme et gestion des risques

26. Le présent descriptif de programme de pays donne un aperçu de la contribution du PNUD aux résultats nationaux et constitue le principal moyen de rendre compte au Conseil d'administration de la mesure dans laquelle les résultats correspondent aux objectifs fixés et de l'utilisation des ressources allouées au programme. Pour chaque niveau (pays, région et siège), les responsabilités afférentes au programme de pays sont énoncées dans les politiques et procédures régissant les programmes et opérations du PNUD, ainsi que dans le dispositif de contrôle interne.

27. Le programme sera exécuté à l'échelle nationale. Si nécessaire, l'exécution nationale peut être remplacée par l'exécution directe pour tout ou partie du programme en cas de force majeure. L'approche harmonisée des transferts de fonds sera appliquée en coordination avec les autres entités des Nations Unies de façon à gérer les risques financiers. Les définitions et les classifications des coûts afférents aux activités de programme et aux activités visant l'efficacité du développement seront appliquées aux différents projets concernés.

28. Le PNUD contribuera à la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable au moyen de l'attribution de missions dans trois domaines stratégiques et quatre réalisations. Le PNUD présidera les travaux des groupes de résultats pertinents et participera à ceux-ci.

29. L'agence gouvernementale de coordination sera le Ministère des affaires étrangères, tandis que d'autres autorités nationales et infranationales assumeront le rôle de partenaires d'exécution. Les principes clés de la gestion du programme comprendront la formulation, la mise en œuvre, le suivi, l'établissement de rapports et le partage des coûts des projets.

30. Le Comité directeur du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable supervisera les progrès, en s'appuyant sur les groupes de résultats composés d'homologues nationaux et d'organismes des Nations Unies. Des comités de projet seront établis pour chaque projet. En ce qui concerne les partenaires internationaux, le PNUD, en tant que membre du système des Nations Unies, participera au mécanisme de coordination des partenaires de développement au niveau des pays, qui est dirigé par le Ministère de l'intégration européenne. Un Conseil composé de membres du Gouvernement et du PNUD jouera le rôle de Comité d'évaluation des projets locaux.

31. Le cas échéant, le PNUD utilisera divers instruments de programmation pour la réalisation effective des résultats, tels que le dispositif d'engagement, les services de développement et les mémorandums de prestation de services, outre les projets de développement standard.

32. Le PNUD fournira des services d'appui à la mise en œuvre à la demande du Gouvernement et cherchera à établir des engagements contractuels novateurs avec les parties responsables, comme des paiements fondés sur la performance et des récompenses pour l'innovation, en plus de subventions de faible valeur.

33. La durabilité sociale et environnementale est fondamentale pour concrétiser l'ensemble des réalisations du programme et sera pleinement intégrée dans les projets et dans les normes sociales et environnementales. En outre, une procédure de sélection sociale et environnementale sera mise en place. La responsabilité sera assurée au moyen du mécanisme d'intervention des parties prenantes et du processus d'examen de la conformité, par l'intermédiaire duquel toute personne ou communauté qui estime que l'environnement ou son bien-être peut être affecté par un projet ou un programme soutenu par le PNUD peut déposer une plainte.

34. Le bureau de pays définira des stratégies de gestion visant à atténuer les principaux risques, par exemple en veillant à ce que l'augmentation des emplois décents et l'innovation sociale bénéficient de manière égale aux femmes et aux hommes, en s'efforçant d'obtenir l'engagement actif des citoyens en faveur du développement du pays et en renforçant les capacités institutionnelles d'adaptation et de résilience aux chocs futurs. Le PNUD mettra en place des processus transparents et conformes, surveillera de près les médias et les services d'information, assurera une communication externe appropriée pour faire face aux risques opérationnels et continuera à rechercher des points d'appui pour parvenir à un changement transformateur.

35. Le PNUD poursuivra des actions de programme horizontales et adoptera une approche par portefeuille afin d'éviter la fragmentation du programme. La démarche appliquée aux partenariats et à la mobilisation des ressources sera conçue de manière à répondre aux estimations de ressources du programme du pays et sera adaptée au statut de revenu intermédiaire supérieur du pays. À cette fin, le PNUD continuera à explorer les possibilités de partenariat avec les banques de développement, telles que la Banque européenne d'investissement, la Banque mondiale, la Banque de développement du Conseil de l'Europe et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, afin d'aider à combiner les financements publics et privés en faveur des objectifs de développement durable. Le succès des partenariats et de la mobilisation des ressources est essentiel pour la mise en œuvre du programme à moyen et long terme. Les ressources confiées au PNUD par le Gouvernement pour la mise en œuvre des projets et des programmes devraient constituer une part importante de l'enveloppe des ressources du programme de pays.

IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme

36. La qualité des interventions du programme de pays sera évaluée en appliquant des normes de qualité afin d'en déterminer les forces et les faiblesses et de renseigner les décisions de gestion. Les progrès accomplis en direction des objectifs de développement et des réalisations seront régulièrement vérifiés au moyen de la collecte et de l'analyse de données ventilées par sexe et tenant compte des questions de genre par rapport aux indicateurs de résultats. Les informations seront régulièrement mises à jour dans une base de données centralisée du programme ou du projet et un cadre solide de contrôle de l'exécution et d'évaluation du programme, relié aux objectifs de développement durable, sera créé pour permettre la collecte de données systémiques et l'évaluabilité du programme de pays.

37. Conformément aux recommandations de l'évaluation du cadre de partenariat pour le développement, le PNUD encouragera la société civile et les médias à jouer un rôle plus important dans le suivi des réformes du pays et s'efforcera de renforcer les capacités du Gouvernement en matière de suivi, d'aide à la collecte de connaissances et d'amélioration des performances. L'axe du programme de pays portant sur la numérisation et l'innovation devrait aider les partenaires nationaux à ouvrir autant de lots de données que possible et à mesurer les changements en matière de développement dans les secteurs clés. La qualité des données nationales est bonne et le PNUD travaillera avec le Bureau de statistique pour améliorer l'utilisation des bases de données existantes en vue du suivi des objectifs de développement durable par l'intermédiaire de la plateforme nationale.

38. Le PNUD poursuivra les évaluations relatives à la responsabilité et à l'apprentissage. Les connaissances, les bonnes pratiques et les enseignements tirés de sources nationales et internationales serviront à élaborer des conseils sur les politiques à adopter, des activités de plaidoyer ainsi que la conception et la mise en œuvre des projets. L'accent sera mis sur l'appropriation nationale et le développement des capacités dans les évaluations, grâce à une participation plus active des homologues gouvernementaux au processus ainsi qu'à une visibilité accrue dans le cadre des réseaux et des activités d'évaluation.

Annexe.

Cadre de résultats et d'allocation de ressources pour la Serbie (2021-2025)

Priorité ou objectif du pays : Créer des services de qualité pour les citoyens et les entreprises, ainsi que pour l'administration publique, qui contribueront de manière significative à la stabilité économique et à l'amélioration du niveau de vie des citoyens (stratégie de réforme de l'administration publique)

Réalisation 1 énoncée dans le Plan-cadre de coopération (ou équivalent) faisant intervenir le PNUD : Tous les individus bénéficient d'une gouvernance efficace et d'un engagement civique significatif

Réalisation correspondante du plan stratégique : Accélérer les transformations structurelles propices au développement durable

| <i>Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles</i> | <i>Source des données, fréquence²⁴ de la collecte, et entité responsable</i> | <i>Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)</i> | <i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i> | <i>Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)</i> |
|---|---|--|---|--|
| 1. Estimation de l'efficacité du Gouvernement Niveau de référence : 0,11 (2018) Niveau cible : 0,45 (2025) | 1. Banque mondiale | Produit 1.1 : Amélioration des mécanismes et des capacités nationaux et locaux de bonne gouvernance | Assemblée nationale de la République de Serbie Gouvernement de Serbie | Ressources ordinaires : 539 000 dollars des États-Unis |
| 2. Valeur de l'Indice de perception de la corruption Niveau de référence : 39 (2019) Niveau cible : 50 (2025) | 2. Transparency International 3. <i>Soutien à l'amélioration des institutions publiques et des systèmes de gestion (SIGMA)</i> 4. Rapport de l'Assemblée nationale 5. Rapport de référence sur l'administration en ligne | Indicateur 1.1.1 : Valeur de l'Indice sur le budget ouvert Niveau de référence : 43 (2017) Niveau cible : 60 (2025) Indicateur 1.1.2 : Valeur de l'indicateur relatif au perfectionnement professionnel et à la formation des fonctionnaires Niveau de référence : 3 (2018) Niveau cible : 4 (2025) | Bureau de la présidence de la République de Serbie Ministère des finances Ministère de l'administration publique et de l'autonomie locale Ministère de la justice Ministère de l'intégration européenne Secrétariat des politiques publiques | Autres ressources : 31 465 000 dollars des États-Unis |
| 3. Proportion de la population satisfaite de l'efficacité des procédures administratives dans les institutions publiques Niveau de référence : 51 % (2018) | | Indicateur 1.1.3 : Qualité du classement de la planification des politiques Niveau de référence : 1 (2018) Niveau cible : 3 (2025) | Ministère du commerce et des télécommunications Bureau des technologies de l'information et de l'administration en ligne Académie nationale d'administration publique Bureau des marchés publics Cour des comptes Commissariat à la protection | |

²⁴ La fréquence est annuelle, sauf indication contraire.

| Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles | Source des données, fréquence ²⁴ de la collecte, et entité responsable | Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles) | Principaux partenaires ou cadres de partenariat | Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis) |
|--|---|--|---|---|
| Niveau cible : 60 % (2025) | | Produit 1.2 : Amélioration de la représentation des citoyens et de l'engagement civique au profit de la société et de l'environnement Indicateur 1.2.1 : part des administrations autonomes locales qui publient des informations sur une audience ou un débat Niveau de référence : 60 % (2019) Niveau cible : 70 % (2025) Indicateur 1.2.2 : Nombre d'audiences publiques menées par le Parlement Niveau de référence : 6 (2019) Niveau cible : 30 (2025) | des données personnelles et au libre accès à l'information Administrations autonomes locales Conférence permanente des villes et des municipalités Centre de coopération avec la société civile Organisations de la société civile Universités | |
| | | Produit 1.3 : Accélération de la transformation numérique de l'administration publique Indicateur 1.3.1 : Score de convivialité des services d'administration en ligne Niveau de référence : 68 (2018) Niveau cible : 74 (2025) Indicateur 1.3.2 : Valeur de l'indicateur relatif à l'accessibilité des services publics Niveau de référence : 3 (2019) Niveau cible : 4 (2025) | | |

Priorité ou objectif du pays : Amélioration du capital humain assurant la prospérité, le bien-être et la cohésion de la société serbe (priorités nationales pour l'aide internationale) ; renforcement de la coopération multisectorielle et des capacités des institutions à lutter contre la violence fondée sur le genre (stratégie nationale de lutte contre la violence fondée sur le genre)

Réalisation 2 énoncée dans le Plan-cadre de coopération (ou équivalent) faisant intervenir le PNUD : L'innovation et la circularité favorisent des possibilités économiques et d'emploi équitables

Réalisation correspondante du plan stratégique : Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions

| | | | | |
|---|--------------------|--|---|--------------------------------|
| 1. Résultat relatif à la facilité de faire des affaires | 1. Banque mondiale | Produit 2.1 : Renforcement des mesures visant à améliorer le développement local Niveau de référence : 24 (2019) | Ministère de l'administration publique et de l'autonomie locale | Ressources ordinaires : |
|---|--------------------|--|---|--------------------------------|

| <i>Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles</i> | <i>Source des données, fréquence²⁴ de la collecte, et entité responsable</i> | <i>Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)</i> | <i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i> | <i>Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)</i> |
|--|---|---|---|---|
| Niveau de référence : 75,7 (2020) Niveau cible : 76,5 (2025) | 2. Bureau de statistique de la République de Serbie 3. Forum économique mondial | Niveau cible : 40 (2025) Produit 2.2 : Amélioration de l'accès des femmes et des hommes aux services sociaux et à de meilleures possibilités d'apprentissage, de travail et de carrière Indicateur 2.2.1 : Nombre de personnes formées aux compétences recherchées Niveau de référence : 420 (2019) Niveau cible : 1 300 (2025) (70 % d'hommes, 30 % de femmes) Indicateur 2.2.2 : Proportion d'affaires de violence fondée sur le genre jugées Niveau de référence : 37,5 % (2019) Niveau cible : 50 % (2025) | Bureau de gestion des investissements publics Ministère de l'éducation, de la science et de la technologie Ministère de l'intérieur | 539 000 dollars des États-Unis Autres ressources : 16 000 000 dollars des États-Unis |
| 2. Taux d'emploi des personnes âgées de 15 à 64 ans ventilé par sexe Niveau de référence : 60,7 % (2019) Hommes : 67,1 % Femmes : 54,3 % Niveau cible : 72,50 % (2025) Hommes : 74 % Femmes : 70 % | 5. Rapports du PNUD | Indicateur 2.2.3 : Réussite des femmes en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques Niveau de référence : 20,3 % (2020) Niveau cible : 30 % (2025) | | |
| 3. Indice mondial des disparités entre hommes et femmes Niveau de référence : 0,736 (2020) Niveau cible : 0,740 (2025) | | Produit 2.3 : Amélioration de l'écosystème de l'innovation ainsi que des entreprises et des investissements durables | | |
| 4. Taux de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation Niveau de référence : (2019) Hommes 14,8 % Femmes 15,8 % Hommes roms 73 % Femmes roms 88 % Niveau cible : (2025) Hommes 10 % | | Indicateur 2.3.1 : Résultat relatif à la création d'entreprises et aux opérations commerciales anticipées Niveau de référence : 68 (2018) Niveau cible : 73 (2025) Indicateur 2.3.2 : Nombre de projets d'économie circulaire bénéficiant d'un soutien Niveau de référence : 0 (2019) Niveau cible : 5 (2025) Fréquence de la collecte : Biennale | | |

| Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles | Source des données, fréquence ²⁴ de la collecte, et entité responsable | Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles) | Principaux partenaires ou cadres de partenariat | Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis) |
|--|---|---|---|---|
| Femmes 12 % | | | | |
| Hommes roms 50 % | | | | |
| Femmes roms 70 % | | | | |

Priorité ou objectif du pays : Augmentation des mesures en faveur du climat, renforcement de la résilience aux effets des changements climatiques ainsi qu'aux catastrophes d'origine naturelle et humaine et amélioration des capacités de réduction et de gestion des risques de catastrophes ; la Serbie fournit à ses citoyens une énergie sûre, abordable et propre (priorités nationales pour l'aide internationale)

Réalisation 3 énoncée dans le Plan-cadre de coopération (ou équivalent) faisant intervenir le PNUD : La Serbie adopte et met en œuvre des stratégies de lutte contre les changements climatiques respectueuses de l'environnement qui renforcent la résilience des communautés, réduisent l'empreinte carbone et augmentent les avantages des investissements nationaux

Réalisation correspondante du plan stratégique : Renforcer la résilience aux chocs et aux crises

| | | | | |
|---|--|--|---|--|
| 1. Approvisionnement total en énergie primaire par habitant | 1. Bilan énergétique ou stratégie de développement du secteur énergétique de la République de Serbie, accompagné de prévisions jusqu'en 2030 (objectif pour 2025) | Produit 3.1 : Conception et mise en œuvre de mesures d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci, et élévation de l'ambition climatique | Ministère de l'intérieur | Ressources ordinaires : 539 000 dollars des États-Unis |
| Niveau de référence : 2,27 (2017) Niveau cible : 2,41 (2025) | | Indicateur 3.1.1 : Nombre de rapports environnementaux préparés qui intègrent la dimension de genre | Ministère de la protection de l'environnement | |
| | | Niveau de référence : 4 (2019) Niveau cible : 9 (2025) | Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion de l'eau | Autres ressources : 32 494 695 dollars des États-Unis |
| 2. Quantités d'émissions de gaz à effet de serre | 2. Rapports à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques pour la République de Serbie, rapport sur la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre les changements climatiques associée au plan d'action, rapport sur la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat | Indicateur 3.1.2 : Mise en place d'un système national de surveillance, de signalement et de vérification (oui/non) | Ministère des mines et de l'énergie | |
| Niveau de référence : 57 023 kilotonnes d'équivalent CO ₂ (2010) Niveau cible : conforme à la stratégie nationale sur le changement climatique associée au plan d'action (à adopter) (2025) | | Niveau de référence : Non (2019) Niveau cible : Oui (2025) | Ministère de la construction, des transports et de l'infrastructure | |
| | | Indicateur 3.1.3 : Nombre de mesures sectorielles d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets élaborées en intégrant la dimension de genre | Agence de protection de l'environnement | |
| 3. Nombre d'évaluations locales de réduction des risques de catastrophes et de plans de protection et | 3. Registre national des risques et plans d'atténuation des risques | Niveau de référence : 0 (2019) Niveau cible : 5 (2025) | Chambre de commerce et d'industrie | |
| | | | Conférence permanente des villes et des municipalités | |
| | | | Association nationale pour le développement économique local | |
| | | | Fonds serbe pour l'innovation | |
| | | | Agence suédoise de coopération internationale au développement | |
| | | | Agence allemande de coopération internationale | |

| <i>Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles</i> | <i>Source des données, fréquence²⁴ de la collecte, et entité responsable</i> | <i>Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)</i> | <i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i> | <i>Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)</i> |
|---|---|--|---|--|
| <p>d'intervention vitale approuvés</p> <p>Niveau de référence : 76 (2019) Niveau cible : 130 (2025)</p> <p>4. Réalisation de l'évaluation de l'incidence socioéconomique de la COVID-19 (oui/non)</p> <p>Niveau de référence : Non (2020) Niveau cible : Oui (2021)</p> | <p>4. Bureau de gestion des investissements publics</p> | <p>Produit 3.2 : Augmentation de l'efficacité énergétique et de la part des énergies renouvelables</p> <p>Indicateur 3.2.1 : Consommation maximale d'énergie primaire ne devant pas être dépassée Niveau de référence : 15,931 millions de tonnes d'équivalent pétrole (2017) Niveau cible : à déterminer (2025)</p> <p>Indicateur 3.2.2 : Part des sources d'énergie renouvelables dans la consommation finale brute Niveau de référence : 20,6 % (2017) Niveau cible : à déterminer (2025)</p> <p>Produit 3.3 : Prise en compte efficace des risques naturels et anthropiques</p> <p>Indicateur 3.3.1 : Nombre d'unités de protection civile dotées de capacités au niveau national et local, y compris les femmes Niveau de référence : 550 (2019) Niveau cible : 1 540 (2025)</p> <p>Indicateur 3.3.2 : Mise en place d'un cadre réglementaire amélioré pour la garde permanente (oui/non)</p> | <p>Commissariat aux réfugiés et aux migrations Ministre sans portefeuille chargé de la politique démographique Bureau de gestion des investissements publics Ville de Belgrade Municipalités Organisations de la société civile Universités</p> | |

Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles

Source des données, fréquence²⁴ de la collecte, et entité responsable

Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)

Principaux partenaires ou cadres de partenariat

Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)

Niveau de référence : Non (2019)

Niveau cible : Oui (2025)

Priorité ou objectif du pays : Ralentir l'immigration et attirer la main-d'œuvre qualifiée de l'étranger, dans le but de parvenir à une croissance économique plus rapide et à un développement durable global. (stratégie sur les migrations économiques pour la période 2021-2027)

Réalisation 4 énoncée dans le Plan-cadre de coopération (ou équivalent) faisant intervenir le PNUD : La mobilité et la transition démographique deviennent des vecteurs de changement positif et de prospérité pour tous

Réalisation correspondante du plan stratégique : Accélérer les transformations structurelles propices au développement durable

1. Portefeuille de mesures relatives au capital humain adaptable (COVID-2019, dépeuplement) - niveau de réalisation

Niveau de référence : Faible (conçu) (2020)

Niveau cible : Élevé (mis en œuvre) (2025)

1. Ministère du travail, de l'emploi, des anciens combattants et des affaires sociales, annuellement

2. Rapports des conseils des migrations

Produit 4.1 : Renforcement du capital humain pour un développement accéléré

Indicateur 4.1.1 : À déterminer dans le cadre du plan d'action de la stratégie sur les migrations économiques (2021-2023)

Niveau de référence : à déterminer (2020)

Niveau cible : à déterminer (2025)

Produit 4.2 : Amélioration de la gestion des migrations

Indicateur 4.2.1 : Nombre de conseils des migrations mettant en œuvre des politiques de migration et de développement

Niveau de référence : 0 (2019)

Niveau cible : 40 (2025)

Ministère du travail, de l'emploi, des anciens combattants et des affaires sociales

Ministère de l'intérieur

Ministère de la protection de l'environnement

Chambre de commerce et d'industrie

Association nationale pour le développement économique local

Fonds serbe pour l'innovation
Commissariat aux réfugiés et aux migrations

Ministre sans portefeuille chargé de la politique démographique

Municipalités

Organisations de la société civile

Universités

Organisation internationale pour les migrations

Fonds des Nations Unies pour la population

Ressources ordinaires :

539 000 dollars des États-Unis

Autres ressources :

10 000 000 dollars des États-Unis